

LA VÉRITÉ

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (IV^e Internationale)

VERS UN NOUVEAU JUIN 36 !

Le P.O.I., Section Française de la Quatrième Internationale,

réunit illégalement en son V^e Congrès, adresse son plus fraternel et chaleureux salut révolutionnaire aux camarades tombés sous les coups de l'ennemi de classe ; aux camarades Bourhis, Meißler, Lebache, Guéguen ; en France, à ceux dont nous ignorons le sort et qui ont probablement été assassinés ; aux dizaines de camarades emprisonnés ou dans les camps ; à Lee, à Lesoil, membre de l'Exécutif de l'Internationale, et aux autres camarades du P.C.R., en Belgique ; à Sneeillet et aux camarades du R.S.A.P., en Hollande ; aux camarades polonais, allemands, espagnols, balkaniques, indochinois, avec Tha-Tu-Thau, contraint à l'exil par l'impérialisme français ; aux camarades d'Afrique du Nord et du P.P.A., avec Messali Hadj ; aux camarades hindous, russes, américains du Sud et du Nord, avec Canonne et Schartzmann ; au camarade P. Frank, fondateur de la Ligue en France, emprisonné par l'impérialisme anglais pour son passé révolutionnaire ; à tous ceux qui, dans le monde, luttent pour le triomphe du socialisme internationaliste et sont victimes de l'impérialisme et de la réaction bourgeoise et bureaucratique, leur sacrifice ne sera pas vain. Par son triomphe, la IV^e Internationale les vengera !

LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE VAINCRA

Manifeste du V^e Congrès du Parti Ouvrier Internationaliste aux Travailleurs de France

À l'occasion du 7^m anniversaire de l'inoubliable mouvement de Juin 1936, qui est aussi le 7^m anniversaire de sa fondation, le Parti Ouvrier Internationaliste a tenu, dans une ville de France, son V^e Congrès. Malgré les conditions de l'illégalité, un nombre important de délégués, venus de toutes les régions du pays, y assistèrent. Seul de tous les partis illégaux, le P.O.I., au lieu de promettre pour le futur la démocratie, l'organise pour le présent dans ses propres rangs. Et ce n'est pas par hasard ; c'est justement parce qu'il lutte pour le seul gouvernement qui puisse être véritablement démocratique, le gouvernement des Comités d'Ouvriers et de Paysans, parce qu'il est le seul qui défende sincèrement les aspirations profondes des masses que le P.O.I. peut être un parti démocratique. Unir les rangs du prolétariat de la ville et des champs, ressouder dans les luttes d'aujourd'hui le Front Ouvrier, profiter de la période de liquidation de la guerre pour reprendre la lutte interrompue en Juin 1936, la mener jusqu'au triomphe des Etats-Unis Socialistes du Monde, et, pour cela, construire la IV^e Internationale, faire du P.O.I. un parti révolutionnaire capable de diriger les luttes décisives qui s'annoncent, telles ont été les résolutions essentielles du Congrès. C'est celles que résume le manifeste suivant adopté à l'unanimité en conclusion des débats.

Sept ans ont passé depuis les journées magnifiques où le prolétariat français, uni corps à corps dans l'action, occupait les usines, mettait en question les droits sacrés du capital, terrorisait la bourgeoisie française, faisait trembler les capitalistes du monde entier. Sept années qui ont été remplies des plus terribles défaites, sept années qui ont apporté une misère chaque jour grandissante, une dictature chaque jour plus féroce, une exploitation sans cesse plus sordide, pour aboutir à cette sanglante folie : la guerre. Pourtant, si la révolution française avait triomphé en Juin 1936, la face du monde en eût été changée ; le prolétariat eût vaincu en Espagne ; le fascisme, l'hitlérisme eussent été ébranlés ; l'Union Soviétique eût trouvé de véritables alliés à l'Ouest ; la guerre, en admettant même qu'elle eût encore été possible, aurait nécessairement et rapidement provoqué la révolution dans toute l'Europe.

Mais, tandis que Léon Blum contraignait la bourgeoisie à des concessions afin, comme il l'a expliqué lui-même à Riom, de la préserver de la révolution, Maurice Thorez proclamait qu'il fallait savoir terminer une grève et contraignait les ouvriers à rentrer sur une demi-victoire. Trahi, privé de toute direction révolutionnaire véritable, le prolétariat fut contraint de reculer en désordre devant une contre-offensive patronale savamment organisée. C'est la chasse aux militants ouvriers dans les usines, c'est la hausse des prix, c'est l'arbitrage obligatoire ; c'est la grève battue du 30 Novembre 1938, féroce ment brisée par Paul Reynaud. C'est la guerre, avec tout son cortège : la semaine de 72 heures, l'impitoyable répression de Daladier, la censure, la liquidation de toutes les libertés démocratiques ; c'est la débâcle et deux millions d'hommes pris au piège tandis que leurs officiers se repliaient précipitamment sur Perroinan, Londres ou Vichy. C'est le régime de Pétain, Darlan, Laval, sous la protection des baïonnettes hitlériennes, le triomphe des adjutants et des bonnes sœurs, des flics et des cagouleurs, des vendus et des pantins, le déchainement de l'antisémitisme, le règne de la Gestapo et du flic, les partis ouvriers dissous, les syndicats désertés, les salaires bloqués, les boulangeries sans pain, même dans les villages, les marchés déserts, les prisons pleines, l'industrie et l'agriculture désorganisées par le poids des réquisitions nazies et de la guerre, les classes moyennes ruinées, les ouvriers déportés, les fusillades quotidiennes, les populations civiles bombardées, les cheminots et les postiers mitraillés ; pendant que les trusts règnent en maîtres, organisent le marché noir, alors que les bourgeois se gobergent au milieu de la misère générale.

L'heure de la Révolution a sonné

Pourtant, malgré tant de défaites, le prolétariat n'a pas perdu confiance. Des dizaines de milliers de militants ont continué à lutter légalement et illégalement pour la défense des intérêts de leur classe, pour le renversement de la réaction hitlérienne et vichyssoise, pour la révolution socialiste. Dès Mai 1941, le prolétariat du Nord donnait le signal d'une nouvelle offensive prolétarienne ; depuis, les grèves n'ont cessé de se succéder de Brest à Chambéry, de Nantes à Paris, de Lille à Lyon, couronnées par le magnifique mouvement contre la relève ; en Octobre 1942, pour la première fois depuis 1918, à Chambéry, une usine était occupée. Si la puissance de l'appareil de répression, l'absence d'un système d'organisation et de liaison ouvrières suffisant, si la tactique insensée et traîtresse des dirigeants ouvriers n'ont pas, le plus souvent, permis à ces mouvements d'être victorieux, au moins ont-ils tracé la voie d'une nouvelle offensive. Des centaines de militants de toutes tendances ont donné leur vie dans cette lutte ; des milliers et des milliers attendent dans les prisons et les camps de concentration le moment de reprendre leur place dans le combat.

Cette heure est maintenant proche : l'impérialisme allemand marche vers la catastrophe. Son industrie de guerre s'épuise et s'essouffe, ses alliés cherchent à se dégager de son empire, ses réserves humaines sont épuisées, des millions d'ouvriers étrangers ont apporté en Allemagne les germes de la rébellion ; à travers toute l'Europe occupée la révolte grandit et le peuple allemand, malgré dix années de terreur policière, retrouve progressivement la voie de l'action de classe. De nouvelles défaites militaires vont-elles, dans les mois qui viennent, amener la chute de l'impérialisme allemand et de la dictature natio-

nal-socialiste, la fin du régime de Vichy et de ses pareils en Europe, et par là, l'instauration d'une société plus humaine et plus juste ? Un débarquement va-t-il enfin nous ramener le pain, la paix, la liberté ? Telle est la question que se posent avec impatience les masses ouvrières et paysannes, lasses et affamées, meurtries et mutilées.

Le plan réactionnaire de Wall-Street et de la City

A cette question, une seule réponse : c'est seulement si elles utilisent la défaite militaire pour mener la lutte sur leur propre terrain, sur le terrain de classe, seulement si elles engagent dès maintenant le combat pour la révolution socialiste qu'elles peuvent espérer améliorer leur sort. Aujourd'hui, comme en Juin 1936, les ouvriers ne peuvent espérer du capitalisme que ce qu'ils arracheront par la lutte. Toutes les phrases de la radio anglaise ou américaine, tous les discours de Roosevelt ou de Churchill ne peuvent dissimuler un seul instant que le capitalisme, au stade actuel, ne saurait apporter aux masses autre chose que des contre-réformes : les économistes bourgeois tous les premiers prévoient que la guerre sera suivie d'une longue période de difficultés économiques ; le Plan Morgenthau, le Plan Keynes comme le Plan Beveridge, comme tous les plans dont fleurissent les pays alliés, ne visent pas à supprimer les crises en s'attaquant

leur cause fondamentale, la lutte anarchique pour le profit capitaliste ; ils visent seulement à atténuer l'effet en faisant retomber le poids essentiel sur les dos des masses. Et si finalement le monde capitaliste devait connaître une phase éphémère de prospérité, avant une crise mondiale pire encore que celle qui, en 1928, sonna le glas de la paix de Versailles, cette prospérité générale se paierait au prix de l'écrasement des pays les moins bien outillés, les plus faibles financièrement : en définitive, ce serait les masses européennes qui, avec les masses coloniales, pâtiraient d'une nouvelle ère de misère le bref renouveau de vie du capitalisme à l'échelle mondiale. Seule la révolution prolétarienne, en expropriant le grand capital monopoléur, seul le socialisme, en réglant la production et les échanges selon les besoins de la masse des consommateurs, peuvent libérer l'humanité du poids de la misère, peuvent résoudre le problème du pain.

Pas plus qu'elles ne peuvent apporter aux peuples du pain, les armées de l'impérialisme anglo-américain ne peuvent leur apporter le droit à disposer d'eux-mêmes, l'indépendance nationale et la liberté. Les temps de la Chartre de l'Atlantique et du néo-wilsonisme sont déjà bien loin. Lorsque Churchill aujourd'hui parle de l'avenir de l'Europe, il n'hésite pas à déclarer que deux grands pouvoirs, l'Angleterre et la Russie, décideront, à l'exclusion de toutes autres, de l'organisation du continent. Lorsque le Times parle du droit des peuples, c'est pour souligner qu'il faut le limiter. Lorsque le Times encore parle du rétablissement de la souveraineté populaire en Europe, c'est pour souligner aussitôt qu'il sera nécessaire aux Alliés d'imposer des gouvernements "en théorie" provisoires, disposant de la force armée, de la presse et de la radio, susceptibles d'être acceptés par le peuple et composés autant que possible d'éléments qui ne soient pas étrangers, c'est-à-dire clairement des gouvernements créés en dehors de toute consultation populaire, prêts à obéir à tous les ordres des Alliés, prêts aussi à écraser toute rébellion des masses populaires et disposés, bien entendu, à disputer le plus longtemps possible le pouvoir à leur peuple.

Ce que l'impérialisme anglo-américain apporte à l'Europe, l'exemple de l'Afrique du Nord le montre clairement. Un régime réactionnaire, où règnent les militaires, les financiers, les grands propriétaires terriens et les curés, un mépris souverain pour la masse exploitée du prolétariat européen ou indigène, le refus à toute consultation populaire, la mobilisation, le baillon pour la presse par le retour aux décrets-lois Daladier, la liquidation des partis et, couronnant le tout, un gouvernement qui ne peut se réclamer de rien, ni de personne, si ce n'est de l'appui des baïonnettes anglo-américaines. La réaction vichyssoise a son pendant exact à Alger : la phraseologie change, la haine anti-ouvrière reste. Loin de signifier un pas à gauche, l'union entre de Gaulle et Giraud réalise l'union des forces bourgeoises et réactionnaires contre la classe ouvrière et exclut du gouvernement le seul parti qui s'en réclamât dans le Comité de Londres, le Parti Communiste.

La liberté, l'indépendance nationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, seule la révolution prolétarienne, seuls les Etats-Unis Socialistes du Monde peuvent les donner. Comment d'ailleurs l'impérialisme anglais apporterait-il la liberté, lui qui emprisonne, fusille et martyre aux Indes ? Comment l'impérialisme américain apporterait-il l'indépendance nationale, lui qui, par le chantage et la corruption, tire les ficelles de la politique de vingt républiques américaines, de l'Argentine à la Colombie et du Chili à Panama ? Comment Roosevelt apporterait-il la liberté, lui qui réprime les grèves sous la menace des fusils et réduit son parlement à un pur rôle de parade ?

L'objectif des armées anglo-américaines est de préserver la domination capitaliste en Europe. Pour atteindre un tel but, il faut empêcher que la classe ouvrière ait le temps d'utiliser la défaite, de balayer le pouvoir bourgeois et d'instaurer dans tous les pays le gouvernement des ouvriers et des paysans. Et comment y parviendrait-on mieux qu'en s'alliant avec ceux-là mêmes qui jusqu'à présent ont si bien servi de bourreaux : le compromis avec Vichy en Afrique du Nord s'avère ainsi le symbole général de toute la politique alliée en Europe. En détachant un